



Réunion du Conseil Général
de juin 2014

Séance du jeudi 26 juin 2014
MATIN

EXTRAIT DU REGISTRE

des Délibérations du Conseil Général de l'Allier

L'An deux mille quatorze, le **26 juin**, s'est réuni sous la présidence de **M. Jean-Paul DUFREGNE**, le Conseil Général de l'Allier composé des Conseillers Généraux suivants : Mme Albert-Cuisset, MM. Bidaud, Bidet, Charasse, Cherasse, Chito, Corne, Coulon, Mme Czekaj, M De Chabannes, Mme Defay, MM. Denizot, Dillard, Mme Dubreuil, MM. Dufregne, Gonnot, Labbe, Mme Lacarin, MM. Lognon, Malbet, Maquin, Mazuel, Perrin, Pozzoli, Riboulet, Rojouan, Roussat, Rozier, Szypula, Mme Tabutin, MM. Tabutin, Thollet, Mme Trebosc-Coupas, M Vernisse, Mme Vergne.

au nombre desquels étaient portés excusés ou absents, et ayant donné pouvoir pour la séance du **jeudi 26 juin 2014 MATIN**

M. CHARASSE à M. BIDET, M. CORNE à Mme DEFAY, M. COULON à M. BIDAUD, M. DE CHABANNES à M. LOGNON, M. MAQUIN à M. ROZIER, M. ROJOUAN à M. RIBOULET, M. SZYPULA à Mme TREBOSC-COUPAS, Mme VERGNE à M. DILLARD

Et pour partie de séance, et ayant donné pouvoir :

M. THOLLET à Mme LACARIN, M. VERNISSE à M. MAZUEL, M. ROUSSAT à Mme DUBREUIL

Et pour partie de séance, absents excusés :

NEANT

2014-JUIN-130

VOTE : Adopté à l'unanimité

Les membres du Groupe Socialiste n'ayant pas pris part au vote.

OBJET : Motion : Le traité transatlantique

Le Conseil Général,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la motion présentée au nom des Groupes Parti Communiste, Front de Gauche, Europe Ecologie Les Verts concernant « Le traité transatlantique »

Après débats,

DELIBERE :

Article
unique :

Le Conseil général adopte, à l'unanimité, les termes de la motion ci-après :

« Le 14 juin dernier, les 27 gouvernements de l'Union Européenne – dont la France – ont approuvé le mandat donné à la Commission Européenne pour négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis.

Cet accord signé dans le plus grand secret, sans aucun contrôle démocratique, prévoit une harmonisation des législations en vigueur des deux côtés de l'Atlantique.... Ouvrant ainsi la voie à une libre circulation des biens, des hommes, et des capitaux jamais égalée. En démantelant les barrières douanières et réglementaires, un avantage réel (estimé à 30%) pèserait sur les produits américains.

CONSIDERANT que cet accord, souhaité par les multinationales et le Monde de la Finance, et mené dans le plus grand secret, porterait une **atteinte irréversible et sans précédent à la souveraineté** de nos collectivités et de notre Etat,

CONSIDERANT que cet accord favoriserait **l'avidité des financiers** au détriment des citoyens de nos pays européens,

CONSIDERANT que « nos » normes sociales, sanitaires, environnementales **pourraient être interdites** si elles étaient jugées « *déraisonnables, arbitraires,.... ou discriminatoires* », (*les poulets lavés au chlore, le bœuf aux hormones seraient autorisés, les normes de pollution seraient revues à la baisse, les entreprises auraient le droit d'attaquer toute collectivité ou Etat dont les normes limitent leur profit...*)

CONSIDERANT que le **libre-accès aux matières premières s'imposerait** immédiatement à tous les Etats, sur leur territoire propre,

CONSIDERANT que notre **agriculture de qualité serait mise en difficulté** au profit d'une porte grande ouverte aux OGM, aux animaux traités aux hormones de croissance, Créant ainsi les conditions d'une **menace sans précédent pour la SECURITE ALIMENTAIRE**

CONSIDERANT que **notre économie de proximité serait ainsi menacée** par les Grands groupes et les multinationales,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

DEMANDE de porter à la connaissance de tous les citoyens l'ensemble des textes relatifs aux négociations du TTIP,

DEMANDE l'ouverture d'un véritable débat national sur l'ensemble des accords de libre-échange avec les collectivités, les syndicats, les associations et les citoyens,

DEMANDE solennellement, Monsieur le Président de la République, **de bloquer immédiatement les négociations en cours sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement** tant que les enjeux - discutés démocratiquement avec tous les élus - n'auront pas été approuvés par les citoyens, otages aujourd'hui d'une absence délibérée d'information. »

Déposée en Préfecture de l'Allier le 04 juillet
2014

Affichée le jeudi 26 juin 2014

Exécutoire le 04 juillet 2014

Le Président du Conseil Général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Dufregne', with a large, stylized flourish extending to the right.

Jean-Paul DUFREGNE